Malraux et la Chine

Je ne suis pas, pour ma part, spécialiste de Malraux, ni spécialiste de la Chine, ni diplomate. Je me suis intéressée aux rapports de Malraux avec la Chine dans le cadre de la préparation d'un ouvrage collectif de la direction des Archives diplomatiques, *La Chine une passion française*, publié aux Editions Loubatières en 2014. Il m'avait été demandé de rédiger une notice sur le voyage de Malraux en Chine en 1965 et son entretien avec Mao.

La relation d'André Malraux avec la Chine relève de la littérature, de l'histoire et de la diplomatie. Longtemps avant d'entrer au gouvernement, l'écrivain avait fait de la Chine révolutionnaire l'un des principaux cadres de son œuvre. Devenu ministre d'État du général de Gaulle, il accompagna ensuite, surtout sur le plan intellectuel et symbolique, le rapprochement franco-chinois engagé par la reconnaissance de la République populaire de Chine en 1964. Son voyage officiel de 1965 donna à ce rôle une dimension diplomatique plus concrète.

I. La reconnaissance de la Chine populaire par la France

Il importe de rappeler les circonstances et les étapes de ce rapprochement qui, loin de résulter d'une décision improvisée, constitue l'aboutissement d'un processus progressif, conduit avec discrétion entre 1962 et le début de 1964, puis achevé par l'installation des ambassadeurs au printemps suivant. Cette reconnaissance s'est faite au terme de sept étapes principales dont chacune a permis de lever un obstacle politique ou diplomatique.

1. *La disparition progressive des obstacles (1949-1962)*

Après la proclamation de la République populaire de Chine le 1er octobre 1949, la France continue de reconnaître la République de Chine dirigée par Tchang Kaï-shek, repliée à Taïwan. De son côté Pékin soutient le Vietminh pendant la guerre d'Indochine, puis le Front de libération nationale durant la guerre d'Algérie. Des contacts subsistent néanmoins entre les deux pays. La conférence de Genève de 1954 pour le règlement de la guerre d'Indochine avait mis directement en présence Pierre Mendès France et Zhou Enlai (premier ministre de la République populaire de Chine), tandis que des missions parlementaires et économiques entretenaient un dialogue officieux. Les accords d'Évian de mars 1962 et l'indépendance algérienne levèrent le principal contentieux politique. La France, désormais libérée de ses grandes guerres coloniales, pouvait envisager une relation nouvelle avec Pékin.

2. La maturation de la décision gaullienne (1962-été 1963)

Dès juin 1962, de Gaulle confie à Alain Peyrefitte qu'une reconnaissance future de la Chine est probable. Son raisonnement se fonde sur trois principes : le réalisme, car le gouvernement de Mao contrôle la Chine continentale ; l'indépendance, car Paris refuse de calquer sa diplomatie sur celle des États-Unis ; et l'anticipation, car la Chine paraît destinée à devenir une grande puissance. À l'été 1963, le chef de l'État informe Étienne Burin des Roziers, secrétaire général de l'Élysée, de son intention d'engager concrètement la normalisation. La rupture sino-soviétique renforce cette analyse : Pékin apparaît comme un acteur autonome, et non comme un simple satellite de Moscou.

3. *Un premier sondage discret à Pékin (septembre 1963)*

En septembre 1963, Guillaume Georges-Picot, ancien diplomate et président de la section Extrême-Orient du patronat français, se rend en Chine avec une délégation économique. Reçu par Zhou Enlai, il sert officieusement d'intermédiaire : au-delà de la prospection commerciale, il s'assure que dirigeants chinois sont disposés à établir des relations diplomatiques avec la France. L'accueil favorable de Pékin permet de passer à une mission politique de plus haut niveau.

4. La mission décisive d'Edgar Faure (octobre-novembre 1963)

De Gaulle confie ensuite à Edgar Faure, ancien président du Conseil, une mission confidentielle en Chine. Son statut d'homme politique expérimenté, mais sans fonction gouvernementale officielle, offre une souplesse utile : il peut parler au nom du Général sans engager publiquement la France avant qu'un accord soit possible. À Pékin, E. Faure rencontre les principaux dirigeants chinois, notamment Mao Zedong et Zhou Enlai (premier ministre du conseil des affaires de la République Populaire de Chine). Il confirme la volonté française d'établir des relations normales et examine les conditions d'une reconnaissance réciproque. Il revient convaincu qu'un accord est réalisable.

5. Les négociations secrètes de Berne (fin 1963-janvier 1964)

Après cette mission exploratoire, les modalités pratiques sont négociées secrètement à Berne, terrain diplomatique neutre. Jacques de Beaumarchais, directeur du cabinet de Maurice Couve de Murville, représente la France auprès de diplomates chinois. De Gaulle lui donne pour instruction d'aboutir à un accord sans conditions ni préalables. Paris veut éviter deux engagements explicites : se prononcer immédiatement sur l'attribution à Pékin du siège chinois aux Nations unies et souscrire formellement à la position chinoise sur Taïwan. Cette prudence permet de limiter l'accord à son objet essentiel : l'établissement de relations diplomatiques complètes.

6. *La décision politique française (8 janvier 1964)*

Au Conseil des ministres du 8 janvier 1964, de Gaulle expose officiellement son choix. Il insiste sur l'évidence de la puissance chinoise et sur l'impossibilité de continuer à agir comme si le gouvernement de Pékin n'existait pas. Le gouvernement français arrête alors la décision de normaliser les relations. Les principaux alliés sont informés, mais Paris ne leur demande pas leur accord. Les États-Unis, attachés à l'isolement de la Chine populaire et au soutien de Taïwan, manifestent leur mécontentement.

7. *Le communiqué conjoint du 27 janvier 1964*

Le 27 janvier, Paris et Pékin publient simultanément un communiqué très bref : les deux gouvernements annoncent qu'ils ont décidé d'établir des relations diplomatiques et qu'ils désigneront des ambassadeurs dans un délai de trois mois. Cette formulation volontairement sobre évite de faire figurer les désaccords sur Taïwan et sur la représentation chinoise à l'ONU. La France reconnaît ainsi le gouvernement de la République populaire comme interlocuteur diplomatique de la Chine, sans adopter une déclaration détaillée sur le statut de l'île.

Le 31 janvier, lors d'une conférence de presse, de Gaulle explique publiquement sa décision par « le poids de l'évidence » et de la raison : depuis quinze ans, la Chine continentale est gouvernée par Pékin et agit comme une puissance souveraine. La question de Taïwan se règle par une rupture des relations diplomatiques du gouvernement de Taipei avec la France le 10 février. Au printemps, Lucien Paye, premier ambassadeur de France auprès de la République populaire, remet ses lettres de créance à Pékin le 31 mai 1964 tandis que Huang Zhen remet les siennes au général de Gaulle à Paris le 6 juin.

II. Le rôle de Malraux dans le rapprochement franco-chinois

1. *Une caution intellectuelle et culturelle*

Malraux n'est donc pas l'artisan de la reconnaissance. Les sources établissent surtout une convergence de vues entre Malraux et De Gaulle, non une intervention décisive de l'écrivain-ministre dans les négociations de 1963-1964. Son influence est surtout intellectuelle, politique et symbolique. Compagnon de longue date de De Gaulle et ministre d'État chargé des Affaires culturelles depuis 1959, il appartient au cercle rapproché du chef de l'État. Tous deux envisagent la Chine non seulement comme un régime communiste, mais comme une civilisation ancienne, un immense État et une puissance appelée à retrouver une place centrale. Par son œuvre et son prestige, Malraux donne ainsi au geste gaullien une profondeur historique et culturelle.

2. Un émissaire de De Gaulle en 1965

Le rôle de Malraux devient plus concret lors de son voyage en Chine en août 1965, dix-huit mois après la reconnaissance. Porteur d'un message du général de Gaulle, il est chargé d'un large échange de vues avec les dirigeants chinois. La mission remplit trois fonctions. Malraux est d'abord un messager personnel dont la proximité avec De Gaulle donne du poids à la parole. Ses entretiens permettent ensuite de confronter les analyses françaises et chinoises sur les rapports entre Pékin, Moscou et Washington. Enfin, sa présence possède une dimension culturelle singulière : l'auteur de *La Condition humaine* incarne une France qui veut dépasser le simple acte juridique de 1964 pour construire une relation politique et intellectuelle durable. Malraux rencontre notamment Liu Shaoqi, Zhou Enlai, Chen Yi et, le 3 août, Mao Zedong.

Plusieurs documents conservés dans les Archives du ministère des Affaires étrangères, nous renseignent sur le déroulement de cette visite. La teneur de l'entretien entre Malraux et Mao est connue par un compte rendu fait par l'ambassadeur et par un verbatim, moins complet.

La révolution chinoise est évoquée dans un premier temps. Interrogé par Mao sur ses impressions de voyage à Yen-an, Malraux répond, après avoir exprimé son émotion de s'asseoir à côté du plus grand révolutionnaire de tous les temps depuis Lénine, que l'impression d'austérité que donne le nord du Chen-si, l'un des bastions de la révolution chinoise, lui a permis de comprendre l'esprit de la révolution. Il interroge le président Mao sur les conditions de la réussite de la révolution paysanne avec des paysans qui ne savaient pas utiliser un fusil.

Mao, se référant à la Révolution française de 1789, indique qu'il est une règle selon laquelle ceux qui étaient faibles à l'origine finissent par vaincre les puissants. Il expose que l'élément

décisif a été l'égalité entre les combattants et qu'un examen attentif des rapports de classe a abouti à la confiscation des terres de grands propriétaires. Le mouvement s'est ensuite attaché aux questions agraires à l'application d'une politique démocratique. Il a fallu enfin faire la guerre et être prêt à accepter une éventuelle défaite. Le Président évoque rapidement la Grande marche de la Révolution, l'exigüité du territoire qu'il occupait et la puissance du gouvernement de Chiang Kaï-shek et l'appui considérable que lui accordaient les États-Unis.

Désireux de faire valoir ses propres engagements politiques et les relations qu'il avait entretenues avec l'un des écrivains russes les plus connus de son temps, Malraux rapporte les propos de Gorki selon lesquels la plus grande difficulté que rencontreraient les communistes serait de s'emparer des villes.

Le second point de l'entretien porte sur la politique étrangère de la France et ses relations avec la France. Après avoir rappelé la grandeur passée de la Chine Mao indique que deux conditions doivent être réunies pour qu'elle redevienne grande en même temps que chinoise : du temps, estimé à plusieurs dizaines d'années, et des amis. Cette notion d'ami recouvre des réalités différentes : elle s'applique à l'Indonésie dont le secrétaire du parti communiste est alors à Pékin, mais aussi à la France. L'état d'esprit des Français, défavorables à l'impérialisme américain, est jugé préférable à celui des Britanniques.

Malraux met en avant les engagements du général de Gaulle et sa politique de décolonisation, qui s'est achevée par celle de tous les territoires d'Afrique française, et l'aide économique apportée à l'Algérie. Il souligne qu'il existe un point commun entre la Chine et la France : ces deux nations ne peuvent devenir elles-mêmes qu'en dehors de la double hégémonie russo-américaine. Malraux exprime la vision planétaire du général de Gaulle, soucieux d'indépendance nationale, et ses conceptions traditionnelles de la souveraineté nationale et donc du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il évoque les incertitudes que suggère la politique soviétique et déclare que le régime soviétique s'achemine vers la restauration d'un régime capitaliste, évolution accueillie favorablement par les Etats-Unis et l'Europe, mais pas par la France. Cette déclaration est conforme à ce que Mao voulait entendre.

Le troisième point de l'entretien porte sur la situation intérieure de la France et celle de la Chine. Mao souhaite l'avis de Malraux sur la sincérité des partis communiste et socialiste français dans les doctrines qu'ils professent. Malraux explique que la SFIO (section française de l'internationale ouvrière) n'a plus guère de base ouvrière et qu'elle est devenue un parti de fonctionnaires, d'intellectuels et de vignerons. Quant au parti communiste, de cœur avec la Chine, il lui faut être du côté de l'URSS.

Mao rétorque qu'en tant que parti, le PCF est opposé à la Chine. Deux voies sont ouvertes pour celle-ci ; la poursuite de la construction socialiste ou le révisionnisme, auquel sont enclins un certain nombre de personnes héritières de l'Ancien Régime. Malraux interroge alors Mao sur sa lutte contre le révisionnisme, ce qui lui vaut une réponse évasive alors que la révolution culturelle va être déclenchée peu après (1966-1976).

Le Ministre interroge enfin Mao sur sa politique économique et celui-ci répond que ni le problème industriel ni le problème agricole ne sont résolus et il met fin à l'entretien. La politique

économique du grand bond en avant lancée en 1959-1960 avait en effet provoqué une famine majeure.

III. La Chine dans l'œuvre de Malraux

Dans son ouvrage publié en 1973, *Quand la Chine s'éveillera*, à la suite d'un voyage effectué dans ce pays deux ans plus tôt, Alain Peyrefitte fait état de la réaction des Chinois rencontrés au cours de son voyage à l'évocation d'André Malraux :

André Malraux avait proposé lors de son voyage d'organiser à Paris une exposition sur les trésors de l'art chinois mais l'évocation du nom de Malraux ne retenait pas l'attention des Chinois : « Il me semble que la figure de Chou-En-lai se ferme chaque fois que nous prononçons le nom d'André Malraux, nous avons aussi peu de succès. Ce comportement bizarre se confirmera de jour en jour. » Trois noms sont invariablement cités depuis la déclaration de Mao d'échanger des ambassadeurs ; ceux de François-Marie Bénard (ancien député UDSR des Hautes-Alpes qui avait rencontré Mao en octobre 1964), de Maurice Couve de Murville, ministre des Affaires étrangères, et d'André Bettencourt, alors ministre délégué chargé du Plan et de l'Aménagement du Territoire qui l'avait rencontré en 1970. « Jamais le nom d'André Malraux n'est prononcé ; on se dérobe quand nous essayons de savoir pourquoi. Il nous faudra attendre trois semaines pour avoir la clé, ou une clé de l'énigme. Un de nos accompagnateurs finira par nous glisser à l'oreille qu'on reproche à André Malraux d'avoir, dans ses *Antimémoires*, prêté à Mao des propos sensiblement différents de ceux qu'il avait prononcés, au cours de l'audience effectivement accordée le 4 août 1965. »

Avant les *Antimémoires*, Malraux avait fait une large place à la Chine dans ses œuvres : *La Tentation de l'Occident* (1926), *Les Conquérants* (1928) et *La Condition humaine* (1933. Les *Antimémoires*, ouvrage autobiographique publié en 1967, sont considérés comme le chef-d'œuvre de Malraux. L'écrivain y explore les épisodes marquants de sa vie en mêlant la réalité à la fiction, la mémoire et l'imagination ce qui lui permet d'aborder des thèmes tels que la condition humaine, la politique, l'art et la spiritualité.

Nous retrouvons dans les *Antimémoires* les séquences et les thèmes évoqués au cours de l'entretien avec Mao mais ils sont enrichis d'analyses et de commentaires de l'auteur, de références à des œuvres d'art, de considérations sur le déroulement de l'entretien et l'attitude des personnages. De plus l'auteur n'hésite pas à insérer des dialogues imaginaires, ni à extrapoler les propos de son interlocuteur, explorant ainsi les limites de la mémoire et de la vérité (la Longue Marche qui pouvait être considérée comme une retraite, les rapports avec les intellectuels qui avaient fait front commun contre l'envahisseur japonais mais n'étaient pas prêts à s'engager dans le mouvement révolutionnaire ; l'extermination des terres des propriétaires fonciers etc.).

D'autres aspects étaient de nature à froisser les lecteurs chinois comme les descriptions du physique de Mao et des autres participants chinois à l'entretien : le « visage rond, lisse et jeune » de Mao qui contraste avec les traits chevalins du président Liu Shaoqi ; « ses mains presque féminines, aux paumes roses comme elles si elles avaient été ébouillantées » ; sa

démarche – « il marche pas à pas, raide comme s'il ne pliait pas les jambes, plus empereur de bronze qua jamais… il a l'équilibre mal assuré de la statue du commandeur et marche comme une figure légendaire revenue de quelque tombeau impérial. » L'évocation sans détours des quatre épouses de Mao pouvait aussi être perçue comme irrespectueuse. La liberté d'expression des écrivains français ne pouvait qu'être mal comprise par les dirigeants chinois.

Cependant Malraux n'a jamais prétendu présenter une sténographie des conversations dont il a rendu compte. La Chine lui servait d'espace de réflexion sur la révolution, l'affrontement de l'Orient et de l'Occident, la dignité humaine, la mort et la fraternité née de l'action commune. L'engagement de l'écrivain pour le Bangladesh en 1971 eut raison de l'admiration qu'il vouait au grand timonier.

Isabelle RICHEFORT

Sources et références

Sources institutionnelles et archives

- Présidence de la République, « Conférence de presse du général de Gaulle, 31 janvier 1964 » : exposé public des motifs de la reconnaissance.
- Fondation Charles de Gaulle, « De Gaulle et la Chine » : synthèse du processus de rapprochement, des contacts préparatoires et de la décision de 1964.
- Fondation Charles de Gaulle, « Voyage des époux Faure en Chine, 1963 » : présentation de la mission exploratoire confiée à Edgar Faure.
- Ministère des Affaires étrangères, *Documents diplomatiques français, 1964*, tome I, 1er janvier-30 juin : recueil de documents diplomatiques contemporains de la reconnaissance.
- France Diplomatie, « Chine – Politique et économie » : repères officiels sur l'établissement des relations diplomatiques le 27 janvier 1964.
- Institut national de l'audiovisuel, « 1964 : la France reconnaît la République populaire de Chine » : dossier audiovisuel consacré à la décision française.
- Institut national de l'audiovisuel, « Retour d'André Malraux après une visite à Mao Tsé-Toung », 18 août 1965 : archive filmée sur la mission de Malraux en Chine.
- Ministère de la Culture, Plateforme ouverte du patrimoine, « Visite d'André Malraux au Premier ministre chinois Zhou Enlai », 2 août 1965 : notice photographique patrimoniale.

Bibliographie sélective

- André Malraux, *La Tentation de l'Occident*, Paris, Grasset, 1926.
- André Malraux, *Les Conquérants*, Paris, Grasset, 1928.
- André Malraux, *La Condition humaine*, Paris, Gallimard, 1933.
- André Malraux, *Antimémoires*, Paris, Gallimard, 1967.
- Edgar Faure, *Le Serpent et la Tortue*, Paris, Julliard, 1957.
- Alain Peyrefitte, *Quand la Chine s'éveillera… le monde tremblera*, Paris, Fayard, 1973.
- Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, Paris, Éditions de Fallois/Fayard, 1994-2000.
- Maurice Vaïsse (dir.), *Documents diplomatiques français, 1964*, tome I, Bruxelles, Peter Lang, 2002.
- Jacques Dumasy, *La France et la Chine (1248-2014) : de la méconnaissance à la reconnaissance*, Paris, Nicolas Chaudun, 2014.